

Pour une approche globale de la formation



Article rédigé par *François Martin*, le 03 février 2012

La formation est l'une des clefs, peut-être la plus importante, de notre avenir. Pour les très qualifiés comme pour les moins qualifiés, c'est elle qui permettra de passer d'un poste à l'autre, d'un métier à l'autre, rapidement, facilement et sans faire trop d'erreurs. Elle sera omniprésente, tout au long du parcours professionnel. Il faudra y consacrer beaucoup de moyens.

La question de la formation ne concerne pas uniquement la formation professionnelle. En effet, la formation devra *précéder* l'entrée sur le marché du travail, afin que les jeunes actifs soient déjà prêts, psychologiquement et culturellement, à affronter un monde difficile et changeant.

Cette nécessité d'une formation de qualité et « totale » doit imprégner *toute la vie*, et en particulier deux aspects : la *vie familiale*, dans laquelle se forment d'abord la psychologie et les valeurs, et aussi bien évidemment les médias, accessoires indispensables de la « société de la demande » (puisqu'ils véhiculent les informations dont on a vitale besoin), et éléments fondateurs de la culture moderne, comme l'étaient hier les livres, et avant-hier les contes et les rites, au temps des civilisations orales. .

C'est une erreur que de penser que dans la « société de la demande », on pourrait s'affranchir de règles et d'une politique de « formation » dans ces deux domaines, et qu'ils pourraient, sous prétexte de liberté, être entièrement considérés comme appartenant à la « sphère privée », domestique pour l'une et commerciale pour l'autre. Dans les deux cas, la communauté, et donc l'Etat qui la matérialise, doit avoir son mot à dire.

La politique familiale, préalable à tout

La *cécité collective* de notre société par rapport à l'importance de la famille est extraordinaire.

Inutile d'entrer dans le débat de l'importance de la politique familiale sur le plan strictement démographique, : a dégradation rapide des comptes sociaux, profond déséquilibre de la « balance démographique à trois plateaux », ultra « plombée » sur le troisième, celui des retraités, et déchargée sur les deux premiers, celui des jeunes et celui des actifs, tout cela est aujourd'hui parfaitement connu, même si bien peu est fait pour y remédier réellement. Il existe en effet bien d'autres bienfaits de la politique familiale.

Les premiers professeurs La famille est bien la « *première école* », dont les parents sont les « *premiers professeurs* ». Comment dès lors penser que l'on peut obtenir le moindre résultat en ne tenant aucun compte de la qualité de l'éducation familiale, alors qu'on assurera tenir le plus grand compte de l'éducation scolaire qui vient *après* ?

C'est le même raisonnement qui consisterait à laisser se dégrader l'enseignement dans les petites classes, tout en faisant beaucoup d'efforts pour maintenir un enseignement de qualité dans les grandes, ou encore de laisser la vigne en mauvais état pour ensuite tenter de faire les meilleurs assemblages possibles avec le mauvais vin récolté, ou encore de traiter à grands frais les bourgeons et les fruits d'un arbre tout en laissant pourrir les racines. A l'évidence, on ne peut obtenir ainsi rien de positif ni de durable. **Deux conclusions doivent alors être tirées de ce qui précède :**

Raisonnons « filière »

La première conclusion oblige à dédouaner assez largement l'Ecole de l'accusation qui lui est portée si régulièrement de ses mauvaises performances sur le plan de la qualité de l'enseignement. Du moins, si un tel procès doit lui être fait, et c'est une question qu'il est en effet normal de se poser, on ne peut exclure la *responsabilité du système parental* qui lui confie ses enfants. Ne pas le faire n'a aucun sens, c'est de une injustice par rapport à l'Ecole et à ses enseignants, et c'est une forme de stupidité. [1]...

C'est un raisonnement de « filière » qu'il faut avoir : si l'on se demande « pourquoi l'Ecole n'est-elle pas performante ? », la première question qui doit venir ensuite doit être « est-ce qu'il entre dans l'Ecole ce que l'on appelle en langage professionnel des « inputs » de qualité, c'est-à-dire des enfants correctement éduqués ? ».

Si la réponse est globalement oui, c'est à l'Ecole de se réformer. Si la réponse est non, l'effort doit porter avant, *en amont*. Le vigneron doit alors mieux travailler sa vigne, avant d'accuser l'œnologue...

Il faut aussi bien entendu que les politiques redéfinissent avec précision ce que la République attend de l'école. Il semble que ce qui était limpide en 1930 ne l'est plus aujourd'hui....

La deuxième conclusion, c'est qu'il faut de toute façon accorder la plus grande importance à cette notion de *qualité éducative*, ce que l'on appelait autrefois la « bonne éducation ». Il est impossible, sous prétexte que la famille est un espace privé, d'exclure a priori tout effort et toute politique visant à assurer la qualité éducative. Si l'on considère que l'on n'a, sur le plan éducatif, « rien à dire de ce qui se passe dans la famille », parce que la famille serait un « sanctuaire » (et quel sanctuaire, que toutes les forces commerciales, médias, TV, BD, publicité, etc..., s'évertuent à « violer » par tous les moyens...), alors cela veut dire que l'on ne peut rien dire non plus sur tout le reste, puisque l'éducation familiale est le premier maillon de la formation.

Ceci nous paraît capital. Si important qu'il serait souhaitable de mettre en place des indicateurs adaptées pour mesurer cette qualité éducative, Mais il faut aller plus loin.

Revaloriser le statut de la mère à son foyer

Nous avons dit que la qualité de « l'input », c'est-à-dire la qualité éducative donnée par la famille, est le fondement même d'un bon fonctionnement de notre système économique, mais qu'aujourd'hui presque que tout est fait pour la dévaloriser. sur le plan quantitatif, qualitatif, mais également sur le plan de l'image.

Il est tout à fait anormal par exemple, que l'on assimile volontiers le travail domestique de la mère de famille à celui de la femme de ménage ou de la nounou, alors qu'elle est d'abord une enseignante et une éducatrice. En donnant d'elle cette image dégradée, on tend à lui faire plus facilement quitter son foyer, et on s'interdit d'obtenir cette qualité éducative, qui est la première valeur dont on a besoin. Si le vigneron voit l'image de son métier dévalorisée, et qu'il quitte sa vigne pour aller s'embaucher à la chaîne d'embouteillage, qu'est-ce que la propriété aura à y gagner ?

Mauvais calcul

Plus encore, le système actuel de comptabilisation de la richesse montre encore ici toute son insuffisance [2]. Si une mère de famille au foyer choisit d'aller s'embaucher pour un poste peu qualifié, dans une usine de conserves, elle fait un acte *intrinsèquement* « mauvais » pour le système économique, puisqu'elle désinvestit d'un acte *fondamental* (l'effort qualitatif sur la « matière première » que sont ses enfants), pour investir dans un acte *secondaire* (apporter une faible valeur ajoutée à un produit matériel basique). Et pourtant, dans ce cas, le PIB augmentera, puisque la perte de « valeur ajoutée éducative » n'y est pas comptabilisée, alors que l'est la production supplémentaire de conserves apportée par son travail ! Si le PIB reflétait *vraiment* la réalité économique *globale*, il devrait, dans un tel cas évidemment, baisser considérablement.

Attention cependant, lorsque nous parlons d'acte « intrinsèquement mauvais pour le système économique », notre propos n'est pas évidemment de fustiger la mère de famille qui va s'employer pour un faible salaire. Bien souvent, elle préférerait s'occuper de ses enfants, car elle sait bien que c'est pour elle et surtout pour eux le plus important.

Malheureusement, bien souvent, elle n'a pas le choix. Au contraire, nous voulons montrer à quel point le système de mesure de la performance économique est faussé, s'il valorise son travail d'ouvrière non qualifiée par exemple, mais n'accorde aucune valeur au métier d'éducatrice et de mère^[3]. Nous savons d'ailleurs pourquoi : parce qu'il est bénévole, alors que les indicateurs actuels ne mesurent que les transactions onéreuses, l'argent.

Au vu de ce qui précède, comment faire pour obtenir « le meilleur raisin » pour notre système économique, pour faire en sorte que cette qualité éducative soit la meilleure possible ?

Tout d'abord, on voit ici, dans un cas concret, tout l'intérêt de la Comptabilité Sociale et Environnementale, déjà évoquée, qui permet de prendre en compte cette réalité, et donc de faire de vrais raisonnements non seulement sociaux, mais aussi économiques.

Le temps familial

Il est aussi certain qu'il convient de permettre aux parents de passer suffisamment de temps avec leurs enfants, en particulier à la mère de famille, toujours en première ligne, notamment avec les enfants plus petits. Moins de pression sur les horaires professionnels, des transports mieux organisés, pour plus de temps à la maison, le respect du repos dominical (lien avec HB) il faut s'en convaincre, ça n'est pas du temps économique perdu, mais gagné !

De plus, on sait parfaitement, de nombreuses études l'ont montré et les enseignants le savent bien, que les enfants issus de *familles stables*, qui ont évité les drames et les stress intenses des divorces, sont plus solides psychologiquement et souvent mieux éduqués. Le dire n'est pas « jeter la pierre » aux parents divorcés, qui sont, bien souvent, des victimes de ces drames, et qui font évidemment tout ce qu'ils peuvent pour maintenir malgré tout cette qualité d'éducation. Mais il s'agit de reconnaître un fait incontournable, et nous pensons que ceux qui en ont souffert sont certainement les premiers à espérer qu'on puisse l'éviter, et que les enfants n'en soient pas affectés.

On voit donc à quel point il est important de favoriser, autant que faire se peut, la *stabilité des couples*.

Favoriser l'apprentissage précoce de la fidélité en ne faisant pas la promotion de la « cohabitation juvénile », qui donne tôt l'habitude du « nomadisme » affectif et sexuel, favoriser le mariage, élément connu et reconnu de stabilité du couple, ne pas faciliter la décision et la procédure du divorce, ce qui tend bien entendu à accélérer les séparations, mais proposer au contraire une vraie offre de conseil conjugal, bien des mesures pourraient être prises et sont connues, même si elles ne sont pas réellement mises en œuvre.

Il est bien évident qu'en agissant ainsi, on ne stoppera pas les divorces, pas plus qu'on n'arrête entièrement les accidents de la route en mettant des panneaux, des policiers et des radars. Pour autant, est-ce le rôle du politique de ne *rien faire*, face à ce qui reste une destruction sociale^[4] ?

Une chose est certaine, toutes les tendances actuelles (promotion du passage à l'acte sexuel de plus en plus tôt chez les jeunes, politique du « tout préservatif » sans aucune mention de l'importance de la fidélité, destruction si possible du modèle familial traditionnel, publicités agressives, pornographie permise et encouragée, banalisation et dépénalisation de la drogue), et d'une façon générale toutes les tentatives de destruction de la famille appuyées par divers lobbies, vont exactement dans le sens inverse. Si elles sont parfaitement compatibles avec la « société libérale », qui se moque en réalité de la place de l'homme, sinon même de la valeur économique du « matériau humain », elles sont par contre tout à fait incompatibles avec l'organisation d'une « société de la demande », qui cherche à la fois une vie structurée et équilibrée pour un homme libre, et sa vraie performance économique, ce qui est, si l'on y réfléchit, la même chose....

- Il est utopique d'espérer bâtir un modèle qui intègre en même temps une liberté absolue des mœurs et des modes de vies familiaux, et se lamenter ensuite de mauvaises performances économiques parce qu'on récoltera, à l'école d'abord, dans l'entreprise ensuite, des jeunes déstructurés, qui seront soit rejetés, soit maltraités par l'entreprise. Refuser le « libéralisme économique », c'est aussi refuser le « libéralisme familial ». On ne peut combattre l'un en gardant l'autre.

Que serait un système d'entreprises sans capitaux et sans statuts juridiques, sans règles, sans sanctions en cas de faillites, où tous les « modes de vie économique » seraient permis ? Personne ne songe à le vouloir. Pourquoi en serait-il de même dans la vie familiale ? En réalité, les adeptes de la « libération des mœurs », qui combattent la famille *stable*, tout en disant défendre un modèle socioéconomique durable sont des menteurs et des « sous-marins » du libéralisme économique. Sous couvert de liberté, ils détruisent consciemment les structures sociales. Ils visent à créer des générations de « prolétaires sociaux » qui seront ensuite des « prolétaires économiques ». Libération des mœurs, libéralisme, même combat. Pour nous, ce n'est pas cela que nous voulons.



Cet article est extrait du livre [Mondialisation sans peur](#) de [François Martin](#).

[1] Mais politiquement, c'est plus facile...

[2] Nous avons vu que cela change

[3] Nous retrouvons ici les critiques déjà exposées plus haut, sur le plan macroéconomique, contre la mesure exclusive par le PIB, et la confusion existant entre croissance et développement.

[4] De plus, outre le fait que l'Etat et la société ont furieusement besoin de cette « qualité éducative » dans les familles, les enfants eux-mêmes n'y ont-ils pas droit ? La raison d'Etat rejoint ici la simple justice... Par contre, il n'est pas question bien entendu de faire ici une partition entre « bonnes » et « mauvaises » familles ! C'est une politique de soutien et de restauration qu'il faut faire, et non pas une politique d'exclusion. Cette dernière serait l'inverse exact de la politique de développement durable que nous préconisons.